

COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 31 mars à 10 heures

Le clan Héguy nie la décision de justice du 19 mars 2010

Suite à une annonce parue dans la presse professionnelle annonçant un mouvement de grève, **Christine Pujol, présidente confédérale de l'UMIH**, a pris la décision de sécuriser le personnel et les locaux du 22 rue d'Anjou, siège de l'UMIH, en fermant les bureaux.

Une manifestation s'est déroulée à partir de 15 heures devant l'entrée du siège de l'UMIH regroupant une partie du personnel et une minorité de présidents départementaux (environ 10) accompagnés de quelques délégués départementaux et des 5 présidents de branche.

Philippe Villalon (président de la restauration), muni d'un porte voix, a harangué le petit groupe lançant des menaces à l'encontre de la présidente confédérale. Des dégradations importantes et coûteuses ont été constatées par un huissier mandaté sur les lieux et une plainte a été déposée dès hier.

« Force est de constater, que les activistes qui avaient opéré lors du Congrès de Nantes ont une nouvelle fois utilisé la violence et pris en otage le personnel », a déclaré Christine Pujol

« Ces éléments incontrôlables, plus motivés par le spectaculaire que par le sens du droit, nuisent à notre organisation. Cette attitude est d'autant plus regrettable qu'elle nie le jugement rendu le 19 mars 2010. Jugement qui me confirme dans mes fonctions de présidente confédérale et désigne un administrateur provisoire en vu d'organiser de nouvelles élections», ajoute Christine Pujol, présidente confédérale.